

**PARTOUT EN EUROPE
PAS QUESTION DE PAYER
LEUR CRISE**



Les sept têtes de liste du NPA dans les circonscriptions métropolitaines et l'intégralité des dates de leurs meetings.
**L'EUROPE QUE NOUS VOULONS
PAGES 6, 7 et 11**



Les médias relayent une **campagne politique contre l'« extrême gauche »**, taxée d'instrumentaliser les luttes. Décryptage.
CULTURE&MÉDIAS PAGE 9

100 jours après son arrivée au pouvoir, **Obama** poursuit un changement... sans changement.
PARLONS-EN PAGE 10

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

7 MAI 2009 | N°7 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

CASSE DE L'HÔPITAL PUBLIC

OUI AUX HOSTOS NON À BACHELOT



PARIS, LE 28 AVRIL (MILO)

Un vaste mouvement traverse désormais l'hôpital public pour empêcher de transformer l'hôpital en entreprise, comme le veut la loi « Hôpital, patients, santé et territoires » de la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot.

L Le 28 avril, les «grands noms» du monde médical hospitalier, les infirmières, les aides-soignants et les agents des services techniques et administratifs ont fait bloc contre la loi Bachelot. Ensemble, ils dénoncent les attaques contre le service public hospitalier et ils ont rendu historique la journée du 28 avril. A Paris, 20000 manifestants ont dit non à la loi «Hôpital, patients, santé et territoires» avec, dans certains hôpitaux, 80% de grévistes et des centaines de réquisitions. La plupart des hôpitaux de l'Assistance pu-

blique de Paris étaient là, avec de nombreux autres établissements de toute la région. On a même vu une banderole de l'hôpital de Poitiers et une délégation d'une quinzaine de salariés de celui de Carhaix (Finistère), dont la tête de liste du NPA aux européennes pour la région Ouest, Laurence de Bouard, qui a pris la parole afin de relater la lutte qui continue pour garder la maternité. Présents également, des établissements psychiatriques contre le rapport Couty et le tout-sécuritaire en psychiatrie. De même que les «trois collectifs» (Convergence de défense des services publics, Coordination de défense des hôpitaux et maternités de

proximité, Collectif contre les franchises) qui se battent depuis plusieurs mois pour une mobilisation unitaire. Au-delà de la «gouvernance» hospitalière, symbolisée par le projet de directeur-chef d'entreprise, les manifestants ont dénoncé la désertification des services publics de santé, la fermeture des «petites structures», maternités et chirurgie notamment, pour faire place nette au secteur privé lucratif, que les directeurs de la nouvelle agence régionale de santé (ARS) seront chargés de mettre en musique.
SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

EUROPÉENNES CANDIDATURES DE LUTTE

Cette campagne européenne est bien étrange: elle n'en finit pas de... commencer. Chaque semaine, UMP et PS «lancent» leurs campagnes, encore et encore. Il faut dire que rarement le fossé aura été aussi profond entre les préoccupations des couches populaires et le jeu institutionnel. Hypocritement, les élites politiques et médiatiques se désolent du manque d'intérêt des électeurs pour les «questions européennes». Elles ont la mémoire courte: en 2005, le pays s'était pourtant passionné lors du débat sur le traité constitutionnel européen (TCE). Et, malgré les injonctions de ces mêmes élites, le TCE avait été massivement rejeté! Mais ce n'était que partie remise.
SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 5

SUITES DU 1^{ER} MAI UNITÉ ET RADICALITÉ

Les salariés, les précaires, les jeunes, les chômeurs n'ont pas à payer la crise économique... et ils l'ont dit! Par le nombre de ses manifestations, le 1^{er} Mai a témoigné de l'ampleur et de l'enracinement de la colère sociale. Partout en France, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail. Mais, si le front syndical n'explose pas, les confédérations ne donnent aucune stratégie de lutte et offrent, avec le 26 mai et le 13 juin, des perspectives de mobilisation extrêmement mitigées.
LIRE PAGE 3



- FAUVOUR -

ÉTATS-UNIS CASINO DANS L'AUTOMOBILE

Si l'on doutait encore de l'intensité et du caractère inédit de la crise de l'industrie automobile actuelle, la mise en faillite de Chrysler et celle, de plus en plus vraisemblable, de General Motors en apportent la preuve. Il n'y a plus d'argent pour acheter des voitures polluantes et dévoreuses d'essence: ce qui se passe dans le monde entier est exacerbé aux Etats-Unis.
SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 8

Par **Frank Cantaloup****GRIPPE CAPITALISTE**

Au Mexique, une étrange épidémie de fièvre respiratoire a frappé le village de La Gloria, à proximité

des gigantesques usines à viande porcine de la société américaine Smithfield Foods, premier producteur de porc mondial. C'est là qu'a été reconnu le premier cas de grippe porcine. Silence, elle ne frappait que des pauvres. Il a fallu quelques mois pour qu'elle atteigne Mexico et une notoriété planétaire. Quelques mois de perdus. Pendant ce temps, les usines à touristes de Cancun et les avions de la mondialisation assuraient sa diffusion planétaire.

Des dizaines de milliers de porcs entassés, aux défenses immunitaires affaiblies, au profil génétique identique, à proximité d'immenses usines à poulets. L'agro-business, c'est un gigantesque incubateur qui facilite les recombinaisons génétiques; hier la grippe aviaire, aujourd'hui la grippe porcine. La crise écologique est au cœur des restructurations capitalistes. Quel sera l'avenir de cette nouvelle épidémie, à la mortalité encore peu importante? L'enjeu actuel est de limiter au maximum cette vague annonciatrice, pour éviter qu'elle ne se recombine avec la grippe hivernale. La destruction des systèmes de santé publique dans de nombreux pays, sous le poids de la dette et du FMI, fait craindre le pire. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les gouvernements nous demandent d'avoir confiance. Leur recette: marché et Etat fort. Mais le marché est incapable de répondre aux urgences sanitaires mondiales. Les capacités de production mondiale de vaccin antigrippal sont limitées à 300 millions de doses. Devant la mission parlementaire sur la grippe aviaire, le PDG de Sanofi, Didier Hoch, en explique la raison: «Une augmentation significative du potentiel de production confronterait les industriels à un risque économique et financier non négligeable.» 5% de la population mondiale, la plus riche, pourrait être vaccinée. Pour maintenir ses profits sur le Tamiflu, le laboratoire Roche cherche au maximum à protéger ses brevets. A Paris, tout un symbole du projet de loi Bachelot: on ferme le service des maladies infectieuses de l'hôpital Saint-Joseph. Pas assez rentable.

9 MAI, PARIS, RÉSISTANCE. Réunion publique «en hommage à la Résistance», organisée par Alternative libertaire, la CNT, la Fédération anarchiste, le MQJS, le NPA, RLF-MLV, Scalp-Reflex, Sud-étudiant, samedi 9 mai, de 14 à 18h, avec Jacques Damiani (combattant FTP) et Antonio Martin (résistant antifranquiste), CIP-IDF (14-16 quai de Charente, Paris 19^e, M^o Corentin-Cariou).

11 MAI, PARIS, EUROPE. Conférence-débat «Quelle Europe voulons-nous?», avec Hélène Michel (maîtresse de conférences en sciences politiques à l'université Lille II et coordinatrice du dossier «Europe» du dernier numéro de la revue Savoir/Agir), François Sabado (membre du comité politique national du Nouveau Parti anticapitaliste) et Louis Weber (secrétaire de la rédaction de la revue Savoir/Agir, et auteur avec Bernard Cassen du livre *Elections européennes: mode d'emploi*), lundi 11 mai, 19h, centre Michelet (Paris 6^e).

13 MAI, CHÂTEAUNEUF-SUR-LOIRE, NPA. Réunion publique «Partout en Europe, pas question de payer leur crise!», mercredi 13 mai, 20h30, espace Florian (avenue Albert-Viger).

13 MAI, PARIS, SANS-PAPIERS. Manifestation «Jeunesse sans papiers, jeunesse volée, la loi doit changer», mercredi 13 mai, 14h, M^o Varenne.

13 MAI, UZES, NPA. Réunion publique, avec Sébastien Levonian (6^e de la liste NPA aux

européennes pour la région Sud-Ouest), une infirmière syndicaliste, un viticulteur du NPA, mercredi 13 mai, 19h45, salle des commissions (hôtel de ville).

14 MAI, BEAUGENCY, NPA. Réunion publique «Partout en Europe, pas question de payer leur crise!», jeudi 14 mai, 20h30.

14 MAI, SENS, NPA. Réunion publique «Partout en Europe, refusons de payer leur crise», avec Alain Krivine, jeudi 14 mai, 20h, foyer communal (place de l'Eglise, Saint-Clément).

14 MAI, AUBAGNE, NPA. Réunion publique «Partout en Europe, refusons de payer leur crise», avec Marie-Pierre Massebeuf et René Carta (candidats sur la liste NPA Sud-Est aux élections européennes), jeudi 14 mai, 18h30, salle Saint-Marceau à la Ciotat.

16 MAI, PARIS, SERVICES PUBLICS. Printemps des services publics, samedi 16 mai, à partir de 11h, place Stalingrad.

CAMPAGNE EUROPÉENNE: RÉUNIONS PUBLIQUES DE LA SEMAINE DES TÊTES DE LISTE DU NPA

10 MAI, FORCALQUIER, 18h. Avec Raoul Jennar (Sud-Est), salle Belle-Fontaine (espace culturel).

à noter

11 MAI, LYON, 17h30. Avec Raoul Jennar (Sud-Est), Ecole de management (23, avenue Guy-de-Collongue). **VÉNISSIEUX,** 20h. Avec Raoul Jennar (Sud-Est) et Olivier Besancenot, salle Irène-Joliot-Curie (68, boulevard Joliot-Curie). **CARCASSONNE,** 20h30. Avec Myriam Martin (Sud-Ouest), foyer de Maquens (route de Limoux).

12 MAI, BRIOUDE, 20h30. Avec Christian Nguyen (Centre) et Solange Arsac (10^e de liste), grande salle de l'Instruction, à côté de la place du Postel. **ROUEN,** 18h. Avec Christine Poupin (Nord-Ouest), fac verte. **LA ROCHELLE,** 20h30. Avec Laurence de Bouard (Ouest), salle Amos-Barbot (rue du Collège). **TOULON,** 20h30. Avec Raoul Jennar (Sud-Est), salle Mozart (boulevard Leclerc).

13 MAI, LA-TOUR-D'AIGUES, 20h. Avec Raoul Jennar (Sud-Est), salle Saint-Christophe. **NEUILLY-SUR-MARNE,** 20h30. Avec Omar Slaouti (Ile-de-France), salle du Temps-Libre (port, bus 113, 127, 303, arrêt Carrefour-de-la-Résistance). **PUY-EN-VELAY,** 20h30. Avec Christian Nguyen (Massif Central-Centre), au centre Roger-Fourneyron (boulevard de la République). **LAMBESC,** 16h. Avec Raoul Jennar (Sud-Est), pavillon d'accueil du Cossec (avenue Léo-Lagrange). **EVREUX,** 20h. Avec Christine Poupin (Nord-Ouest), salle du bar.

LA-ROCHE-SUR-YON, 19h. Avec Laurence de Bouard (Ouest), maison de quartier de la Vallée-Verte (10, avenue Pablo-Picasso). **PAU,** 20h30. Avec Myriam Martin (Sud-Ouest), complexe de la République (salle 707).

14 MAI, ARGENTEUIL, 20h30. Avec Omar Slaouti (Ile-de-France), salle Jean-Vilar (boulevard Héloïse, à côté du pont d'Argenteuil). **LIMOGES,** 20h30. Avec Christian Nguyen (Massif Central-Centre), salle Blanqui (annexe 3, derrière la mairie de Limoges). **GAP,** 20h30. Avec Raoul Jennar (Sud-Est), salle Le-Royal (rue Pasteur). **LE HAVRE,** 20h30. Avec Christine Poupin (Nord-Ouest), salle Cassin (30, rue Anatole-France). **RENNES,** 20h30. Avec Laurence de Bouard (Ouest) et Daniel Bensaïd, maison de quartier de Villejean (2, rue de Bourgogne, M^o Villejean-Université).

15 MAI, MONTLUÇON, 18h. Avec Christian Nguyen (Massif Central-Centre), édifice communal (Maison des syndicats, rue du Capitaine-Segond). **VITROLLES,** 20h. Avec Raoul Jennar (Sud-Est), centre social du Bartas (quartier des Petites-Garrigues). **SOISSONS,** 20h30. Avec Christine Poupin (Nord-Ouest), salle de la Mutualité (rue Pétrot-Labarre). **PERPIGNAN,** 20h30. Avec Myriam Martin (Sud-Ouest), salle des libertés (rue Bartissol). **BOURG-EN-BRESSE,** 20h30. Avec Raoul Jennar (Sud-Est), salle Léon-Daudet (quartier Croix-Blanche).

à suivre sur **NPA-EUROPEENNE-2009.ORG**

regards

Evelyne Perrin (DR)

Propos recueillis par **Romain Bleibtreu****NI CHÔMAGE NI PRÉCARITÉ**

Les 16 et 17 mai, auront lieu les états généraux du chômage et de la précarité, à l'initiative des organisations de chômeurs et précaires AC! et Apéis (le NPA en est partie prenante). Evelyne Perrin est coordonnatrice du collectif d'organisations qui en est à l'origine.

Que sont les objectifs des états généraux?

Aujourd'hui, les chômeurs et les précaires sont les premières victimes de la crise. On recense entre 60000 et 100000 nouveaux chômeurs par mois. Les jeunes des quartiers populaires sont parmi les premiers visés car les intérimaires et les CDD ont subi des ruptures de contrat massives. Le chômage des moins de 25 ans a augmenté de 35,8% en un an, alors même que le RSA n'est accessible qu'à partir de 26 ans. Toute une partie des privés d'emplois se retrouvent sans rien pour vivre. Nous pensons qu'il est urgent d'unir les forces associatives, syndicales et politiques pour proposer des perspectives de lutte collectives aux chômeurs et précaires. Depuis trois ans, un collectif unitaire «pour des droits nouveaux» se réunit déjà pour mutualiser les expériences et mener les luttes pour les droits des chômeurs. Il avait impulsé, en février 2008, une campagne contre la réforme du contrat de travail, et, plus récemment, contre la nouvelle convention Unedic qui réduit la durée d'indemnisation de l'assurance chômage. Avec les états généraux, il s'agit de poursuivre cette démarche, de rassembler les chômeurs, précaires et salariés pour définir de nouveaux axes de lutte et proposer des actions communes dans les mois à venir.

Quels seront les axes développés?

Plusieurs ateliers seront organisés: sur l'indemnisation, les différentes formes de précarité, le chômage et la précarité des jeunes, la précarité des femmes et le temps partiel contraint, la lutte contre les licenciements, la formation professionnelle et la diminution des droits à y accéder. Ils devront permettre d'élaborer et de dégager des propositions d'action concrètes qui seront ensuite débattues en assemblée plénière. Un des enjeux est de faire le lien entre les luttes des chômeurs et celles des salariés confrontés aux licenciements. Cela n'a jamais été facile car les salariés refusent de se projeter dans une situation de chômeurs qu'ils rejettent. Pour autant, rien ne dit que ce

soit insurmontable. Des salariés d'entreprises en lutte participeront aux états généraux, c'est déjà un premier pas important. La proposition du NPA d'organiser une marche sur Paris des salariés en lutte contre les licenciements me semble juste, cela pourrait être une perspective pour les mois à venir. Il faudrait alors que les chômeurs, les précaires et les mal-logés s'y joignent, ce serait une façon de réduire l'isolement des uns et des autres.

Comment réaliser l'unité entre précaires et salariés?

On peut beaucoup s'inspirer de ce qui a été fait en Guadeloupe, avec le LKP regroupant associations, syndicats et partis. Ce type d'unité doit permettre d'élaborer des plates-formes communes actives et radicales. Il y a bien sûr l'obstacle des directions des confédérations syndicales qui bloquent la convergence des luttes sur la durée, disent que la grève générale ne se décrète pas sans faire elles-mêmes grand chose pour la préparer. Les partis politiques ont un rôle important à jouer pour ne pas laisser les luttes isolées. Ils doivent les aider, alimenter les revendications, être comme un poisson dans l'eau auprès de ceux qui combattent. Ce doit être un travail de tissage en commun et pas de délégation, ils doivent participer avec les salariés et chômeurs à l'élaboration des revendications, mais sans les surplomber. C'est comme cela que l'on pourra redonner une perspective politique aux luttes.

• Etats généraux du chômage et de la précarité, les 16 et 17 mai, Bourse du travail (1, place de la Libération à Bobigny), appelé par AC I, Apéis, Apnee, CIP-IDF, CNT ANPE, Collectif national pour le droit des femmes, Copernic, DAL, Marches européennes, Mouvement des quartiers pour la justice sociale, No Vox, Union syndicale solidaires, SNU-TEF FSU Pôle emploi, Stop précarité, avec le soutien des Alternatifs, L'Appel et la pioche, la Fédération, NPA, MJS, Parti de gauche... Les personnes souhaitant envoyer leurs contributions ou assister aux états généraux peuvent écrire à agdesprecaires@gmail.com





SUITES DU 1^{ER} MAI UNITÉ ET RADICALITÉ!

La mobilisation du 1^{er} Mai pousse à poursuivre et à développer le mouvement de contestation.



Le ministre du Travail, Brice Hortefeux, a répondu par le mépris aux manifestations du 1^{er} Mai: rendez-vous en été! C'est sa façon de marquer les deux ans de pouvoir du maître de l'Elysée. Face à ce défi, l'intersyndicale répond par deux dates: une «mobilisation décentralisée» le 26 mai, totalement indéfinie, et une «grande journée de manifestations», samedi 13 juin. Ce compromis signifie que personne ne voulait, à ce stade, sortir du front unitaire, quelle que soit sa visée stratégique. Il reste donc à tout faire pour remplir ce cadre creux d'une dynamique offensive. Comment? Il est possible que la première date, le 26 mai, serve d'allumage – mais par la grève partout – pour une énorme vague de manifestations directement politiques au lendemain des européennes. Il est aussi possible, que d'ici là, salariés et équipes militantes prennent au mot la volonté affichée de «pré-

viser» la plateforme revendicative du 5 janvier. Car le 1^{er} Mai a été, une fois de plus, le moment témoin d'une grande exigence d'action. Ceux qui étaient dans la rue n'étant par ailleurs que la partie émergée d'un potentiel populaire très large (70 à 80% soutiennent les journées syndicales), y compris les actions radicales bien ciblées (séquestrations, coupures d'énergie). L'orchestration médiatique visant à stigmatiser une «extrême gauche» sociale, prétendument manipulée par l'extrême gauche politique, si elle produit une chasse aux sorcières dans certains sommets syndicaux, n'a pas réellement d'effet dans la détermination à combattre les fauteurs de crise et Sarkozy. «Rève générale» et «Casse-toi pau'con» étaient les autocollants les plus répandus de la manifestation parisienne, sous les sigles les plus variés, ou sans sigle du tout, pour des manifestants venus faire masse, solidement. De même, la grande

sympathie envers les cortèges NPA dynamiques («que du bonheur», résume-t-on à Lannion) témoigne aussi de cela: mettons le paquet ensemble, sans se détacher du front unitaire. La journée a-t-elle cependant été aussi «exceptionnelle» que les syndicats l'annonçaient? Non. C'était une erreur de laisser croire que le crescendo allait continuer tout seul: 29 janvier, 19 mars, et encore plus fort le 1^{er} Mai, comme si tout se cumulait. Pour qu'une dynamique populaire progresse en crescendo, il faut que des enjeux précis existent, qu'une victoire possible semble à portée de lutte. La stratégie moyenne du front syndical atteint là ses limites. Personne n'exige d'appuyer sur le bouton «grève générale»: il n'existe pas. Mais favoriser tout ce qui peut unir les secteurs les plus mobilisés, ou en colère, avec ceux qui agissent pour la première fois, c'est faisable, et cela prépare le cumul des luttes. Pourquoi ne pas encourager, partout, de vraies

revendications chiffrées, comme les 200 ou 300 euros? Plusieurs unions locales ou départementales de la CGT reprenaient ces exigences («comme aux Antilles», disait la sono Val-de-Marne ou celle de La Courmeuve), ou celle de grève dure (CGT-Gers). Pourquoi avoir refusé des cortèges unitaires d'hôpitaux le 19 mars? Pourquoi ne pas chercher à coordonner les Continental avec les Caterpillar, les Molex, plutôt que de les laisser isolés? N'est-ce pas à cela que répond l'idée d'une «marche commune»? C'est parce qu'un besoin d'appropriation démocratique de l'action existe que se mettent en place des collectifs rassemblant syndicats, partis, associations, comme à Saint-Denis (400 en manifestation, le matin du 1^{er} Mai), à Bayonne, à Mulhouse, ou Niort, où s'est formé un «collectif citoyen» très large.

Dominique Mezzi

CASSE DE L'HÔPITAL PUBLIC

SUITE DE LA PAGE 1

Le principal mot d'ordre des opposants au projet – «L'hôpital n'est pas une entreprise» – indique bien qu'il faut le refuser dans son ensemble. Cette loi amène à hiérarchiser les maladies, c'est-à-dire celles qui sont rentables et celles qui ne le sont pas! Le seul choix sera: soit la baisse des coûts, notamment salariaux; soit l'arrêt de certains soins, comme on l'a vu avec la fermeture du service de maladies infectieuses de l'hôpital Saint-Joseph (participant au service public), laissant à 200 malades du Sida le soin... d'aller voir ailleurs.

Roselyne Bachelot espère briser ce mouvement, devenu très politique avec l'appel des 25 professeurs de médecine. Même amendée, cette loi ne va qu'accroître les inégalités, engendrer la médecine à deux vitesses, celle pour les riches et celle pour ceux qui ne peuvent pas payer. Elle va supprimer des emplois dans un secteur qui souffre déjà de sous-effectif et aggraver les conditions de travail.

Une prochaine journée nationale de mobilisation est prévue le jeudi 14 mai. L'appel concerne les salariés, les médecins, les associations pour la défense des malades, les associations pour la défense des services publics, mais les usagers sont aussi concernés pour grossir ce mouvement et dire un non définitif à la loi Bachelot-Sarkozy.

Correspondants

SANTÉ PUBLIQUE



Faujour

Une loi réactionnaire

L'appel des 25 professeurs de médecine souligne l'un des dangers du projet de loi: une gestion d'entreprise de l'hôpital ne pratiquant plus que des actes «rentables». Nous sommes partie prenante du combat qu'ils mènent contre la volonté d'imposer les pleins pouvoirs d'un directeur (qui pourra désormais être un manager issu d'une entreprise privée). En même temps qu'elle privatise l'hôpital de «l'intérieur» la loi Bachelot organise sa privatisation «de l'extérieur», en réduisant la place du service public. La création d'agences régionales de santé (ARS) va permettre de transférer les activités et les crédits de l'hôpital public vers des activités privées «remplissant des missions de service public»: des «maisons médicales» (médecine libérale) vont «remplacer» les urgences des hôpitaux de proximité et les activités les plus lucratives (chirurgie) iront aux cliniques privées. Le regroupement en «communautés hospitalières de territoires» de tous les établissements publics d'un même «territoire de santé», va permettre d'accélérer les «fusions-absorptions» de petits établissements, la fermeture des services de chirurgie, des urgences et des maternités des hôpitaux de proximité, et de supprimer massivement des emplois dans tous les services.

Jean-Claude Delavigne



Cherbourg, le 1^{er} Mai. Le 19 mars et le 1^{er} Mai ne sont pas deux mobilisations comparables. Une seule chose est sûre: la dynamique du mouvement reste forte partout (Franck Houllatte).

et aussi

MONTPELLIER: PROFITS, SUBVENTIONS ET LICENCIEMENTS. Le groupe informatique américain Dell restructure et supprime des emplois pour se délocaliser vers des pays à bas salaires. En début d'année, il a décidé de délocaliser sa production irlandaise en Pologne, supprimant 1900 emplois. A Montpellier, 150 emplois sur 815 vont ainsi être supprimés, avec délocalisation au Maroc. L'entreprise a pourtant reçu quatre millions d'euros d'aides publiques (Etat, région, département, district). Soit 25% de l'investissement initial! Mercredi 29 avril, à l'appel du NPA et d'autres organisations politiques et syndicales, 130 personnes ont manifesté devant l'usine, derrière la banderole «Dell empoche, Dell débauche, non aux licenciements». Parmi elles, des salariés de Dell ainsi que d'IBM exigeant l'interdiction des licenciements et le remboursement des aides publiques. Des questions qui ne semblent pas concerner la majorité municipale – PS, Modem, PCF – de Montpellier qui a refusé d'inscrire à l'ordre du jour du conseil une proposition de vœu présentée par Francis Viguié, conseiller municipal et membre du NPA.

ANIMATEURS EN LUTTE À TOULOUSE. Contrairement à leurs engagements de campagne, le maire Pierre Cohen (PS) et sa majorité municipale (PS, PCF, Verts et PG) maintiennent les animateurs (Clac, Centre de loisirs...) dans le secteur privé. Pire même: la municipalité vient de lancer un appel d'offres, où ces activités sont divisées en dix-sept lots, éclatant ainsi les salariés en de multiples contrats de travail. Les animateurs sont en grève depuis quinze jours et des «négociations» semblent s'ouvrir. Ils méritent tous notre soutien et nous resterons vigilants pour que la mairie de Toulouse ne transforme pas la victoire de la gauche en désastre. Ce dossier est un test, avant celui du retour de l'eau dans le service public, actuellement en cours d'étude.

ET UN ET DEUX ET... 28 EUROS! Même si, dans les manifestations du 19 mars ou du 1^{er} Mai, on a pu voir les élus socialistes du conseil municipal de Metz défilier bravement, quand il s'agit d'augmenter les salaires des agents de la ville, la politique menée est tout autre... C'est bien 13 euros que les élus proposaient aux salariés! Finalement, l'intersyndicale (CFDT,

CFTC, CGT) a réussi à arracher 28 euros net d'augmentation pour les agents de catégorie C. Les employés municipaux remercient le Parti socialiste et le conseil municipal de leur amône pour leurs fins de mois difficiles et leur pouvoir d'achat!

POISSY OU LOI BACHELOT AVANT L'HEURE. Fait du prince du directeur de l'hôpital: alors qu'ils remplissaient les critères comme tous leurs autres collègues, 36 infirmières et infirmiers des urgences ont été privés de prime annuelle. Raison invoquée: la grève active commencée les trois derniers jours de 2008 concernant les effectifs et l'organisation du temps de travail et consistant à ne pas enregistrer les cartes vitales des consultants! Une anticipation de l'évolution vers les directeurs «chefs d'entreprise» prévue par la loi Bachelot...



UNIVERSITÉ OBSTINÉS CONTRE PÉCRESSE

Le mouvement des universitaires, démocratiquement organisé et coordonné, se poursuit.

IL Y A des colères qui viennent de loin. Celle des universités en est un exemple. Cela fait des années que les conditions de travail à l'Université et dans les organismes de recherche (CNRS, Inserm) se dégradent. De plus en plus de jeunes chercheurs y galèrent jusqu'à 30, voire 35 ans, pour trouver un CDI. Ils enchaînent les contrats courts, souvent contraints à venir bosser le week-end, très souvent payés neuf mois sur douze et sans réelles perspectives. Ceux qui ont réussi à tenir et ont finalement obtenu un poste permanent, passent le plus clair de leur temps à remplir des dossiers pour mendier quelques euros qui permettront de financer leurs recherches.

Cette situation n'est pas le fruit du hasard, c'est le résultat d'une politique menée depuis des années par les gouvernements successifs visant à rendre les universités compétitives, à supprimer toutes les filières non «rentables» et à favoriser l'«employabilité» immédiate, au détriment de la qualité des diplômés qui seule permet aux étudiants d'avoir des garanties dans le monde du travail.

Les universitaires vont continuer à se battre. Valérie Pécresse a beau les mépriser et les menacer, ils ne sont pas prêts à s'arrêter. La coordination nationale des universités, réunie le 29 avril à la Sorbonne, appelle à ne pas tenir les examens. 73 établissements sur 84 ont voté cet appel. 51 universités sont toujours en grève totale ou partielle.

Les universitaires savaient que le bras de fer, engagé le 2 février, n'était pas gagné d'avance. Mais, après trois mois de lutte et pas moins de douze manifestations nationales, les acquis sont nombreux. Ils se sont dotés d'une coordination nationale qui dirige légitimement le mouvement sans attendre les consignes syndicales. Les pressions de la base ont permis que le syndicat majoritaire (Snesup-FSU) reprenne assez largement à son compte les préalables à toute négociation définis par la coordination nationale. Des porte-parole sont élus par cette coordination ce qui permet aussi au mouvement de choisir qui le représente dans les médias.

Au delà de ces expériences d'auto-organisation, les rapports au sein des universités sont en train de changer. Les collègues défendant la loi d'autonomie des universités (LRU) sont aujourd'hui très rares. Ainsi, une pétition de soutien à Pécresse atteint poussivement, trois mois après son lancement, 300 signatures. Les liens entre les enseignants-chercheurs et le personnel non enseignant (Biatoss) se créent ou se renforcent. Les Biatoss sont toujours en première ligne des attaques gouvernementales avec des salaires bloqués, des conditions de travail qui s'aggravent, des menaces contre les grévistes. Aujourd'hui, il est possible de mener une lutte d'ensemble à l'Université, qui associe toutes les catégories de personnels et les étudiants.

Il s'agit de pousser ce mouvement maintenant le plus loin possible et de le maintenir dans la durée (en particulier en commençant à réfléchir aux moyens de poursuivre le mouvement à la rentrée en évitant la récupération gouvernementale qu'avait connue le mouvement de 2003-2004). Dans le climat social actuel, il est possible de transformer cette lutte historique en victoire historique.

Commission «Université-Recherche» du NPA



Paris, le 28 avril. Manifestation des enseignants chercheurs (MLO).

EDF-GDFUN ENJEU CENTRAL

La grève à EDF-GDF continue et se renforce. Elle en surprend beaucoup, y compris les directions syndicales, par son ampleur et la radicalité des actions mises en œuvre.

Après six semaines de grève, le conflit recouvre maintenant des enjeux qui débordent largement le cadre des industries électriques et gazières. Si les salariés d'EDF et GDF gagnent sur leurs revendications, comme l'ont fait ceux des terminaux méthaniers, des stockages souterrains et du transport de gaz, ce sera le début de la transformation d'un rapport de forces dans cette branche mais également au delà. Voilà la raison de la résistance patronale et de la ligne éditoriale de la presse aux ordres, qui oscille entre omerta et campagne haineuse envers les grévistes. Mais ce qu'ils n'avaient pas prévu, c'est la pugnacité et

la détermination des salariés. Ceux-ci s'organisent pour tenir dans la durée et affichent leur refus de reprendre le travail. «Après tant de semaines de grèves, nous ne pouvons plus reculer», voilà le leitmotiv dans les assemblées générales. Coupures ciblées, rétablissement du courant à des usagers en défaut de paiement, passages en heures creuses, actions de popularisation, l'activité des grévistes ne manque pas. Par le travail des équipes syndicales de terrain (CGT, FO, SUD), le mouvement s'est étendu à la production thermique ainsi que dans plusieurs centrales nucléaires (Chinon, Dampierre, Bugey, Blayais, Cruas, Civaux, Chooz). Les manœuvres et les intimidations des directions ne manquent

pas, avec un encadrement provocateur, en particulier dans le nucléaire, qui n'hésite pas à aller au contact des piquets de grève. Par dizaines, des grévistes présents à ces piquets ont reçu des lettres pour entretien préalable avant sanction (lire encadré). La question de la stratégie des fédérations syndicales est posée. Comment comprendre, que, au bout de six semaines de grève, avec une tentative évidente de laisser le mouvement pourrir, avec la multiplication des menaces de répression envers ses propres militants, celles-ci aient besoin d'attendre une semaine entière pour se rencontrer et proposer de nouvelles mobilisations? Il y a urgence à appeler tous les secteurs de la branche à rentrer dans la grève recon-

ductible. Il y a urgence à appeler tous les électriciens et gaziers à converger sur Paris afin de s'y faire entendre.

C'est ce qu'ont compris de nombreuses assemblées du personnel qui ont voté des appels à la mobilisation de tous leurs collègues comme dans la distribution à Caen, dans le nucléaire à Dampierre et à Chinon. Ce mouvement historique nous réserve encore bien des surprises et ceux qui seraient tentés de le brader pour une poignée de cacahuètes s'en mordraient les doigts. Dans tous les cas il mérite une solidarité sans faille de tous les militants du NPA.

Paco Lélec



Caen, le 20 avril. Assemblée générale des électriciens (JMB).

UNE GRÈVE MASSIVE ET RADICALE

Alain Poret est élu CGT à la centrale thermique du Havre.

Comment le mouvement a-t-il démarré à la centrale?

Deux choses ont mis le feu aux poudres. D'une part, l'annonce des résultats de l'entreprise pour 2009 et l'augmentation du salaire des PDG (900 000 euros pour celui d'EDF et 3,2 millions pour celui de GDF Suez), et, d'autre part, l'annonce quasi-simultanée de nos misérables 0,3% d'augmentation pour cette année. Du coup, le 20 avril, les salariés ont refusé le redémarrage de deux tranches de la centrale, autour de la revendication de 5% d'augmentation, d'une prime de 1 500 euros et du relèvement des taux de promotion. Le même jour, ils étaient rejoints par les salariés de la manutention ce qui a provoqué l'arrêt de la dernière tranche. Depuis, la centrale est totalement arrêtée et, aujourd'hui, c'est la même situation dans huit des dix centrales charbon que compte le parc EDF.

Comment la direction a-t-elle réagi?

Les directions ont riposté, tant à la distribution qu'à la production, par la remise de lettres de menace de sanction. Du coup, le 28 avril, à la suite d'une AG commune des deux secteurs, une centaine de

salariés se sont «invités» dans le bureau du directeur, franchissant allègrement les barrières, pour exiger le retrait immédiat des menaces. L'action a conduit à l'ouverture de négociations locales. Les thèmes du cahier de revendications abordés portent sur la promotion des agents de manutention et des techniciens, la réorganisation des services, la mise en place d'une crèche interentreprises et le logement des jeunes salariés.

Quelle est l'attitude des fédérations syndicales?

Nationalement, les cinq fédérations agissent dans l'unité, même si le poids de la CGT est évidemment décisif dans le secteur. Le principal problème que nous rencontrons est le manque d'informations sur ce qui se passe sur les différents sites, et, bien sûr, le manque d'impulsion, de coordination et d'une stratégie pour le mouvement. De ce point de vue, l'AG commune de la production et de la distribution du Havre propose une journée nationale d'action avec montée à Paris. Pourquoi pas le 20 mai, jour de l'AG des actionnaires à Paris?

Propos recueillis par Pierre Jeanne

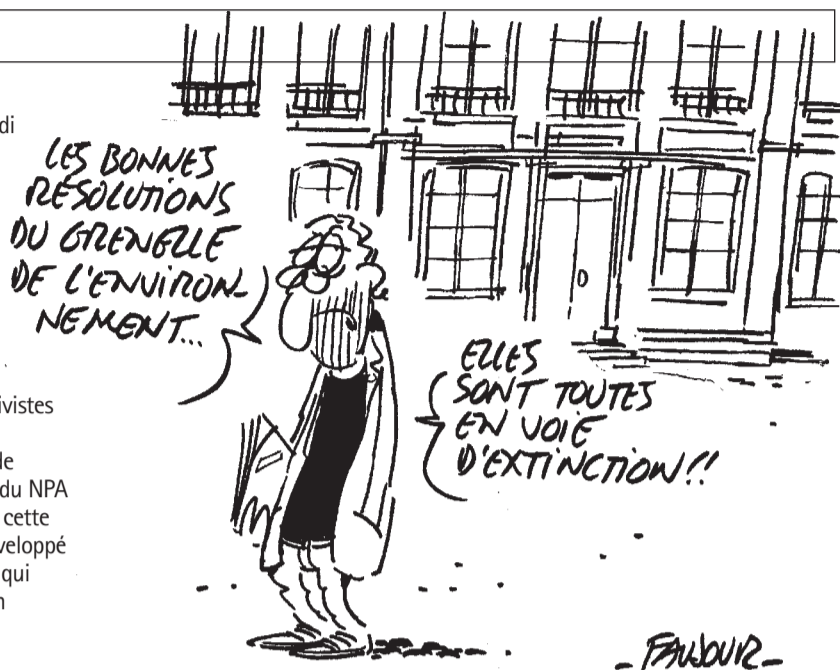
Criminalisation des luttes

4 000 agents EDF-GDF ont manifesté, jeudi 30 avril, à Valence (Drôme). Ils venaient accompagner six des leurs, convoqués au tribunal correctionnel pour leur participation à la lutte. Tout est bon pour les directions et le gouvernement pour tenter de casser la mobilisation. Huissiers, vigiles, CRS, entretiens préalables, référés en justice, tout l'arsenal répressif est utilisé comme à Versailles, en Midi-Pyrénées, à Cergy-Pontoise, au Mans, ou encore en Normandie, où les directions multiplient les procédures disciplinaires et juridiques contre les grévistes.



et aussi

CONTRE-GRENELLE. Le Contre-Grenelle 2, organisé samedi 2 mai à Lyon, visait à dénoncer le capitalisme vert en vogue dans les milieux libéraux: de Sarko à Aubry, en passant par le Medef et Cohn-Bendit, certains veulent rendre le système capitaliste écologique, sans remettre en cause la logique destructrice des modes de production actuels. C'est pourtant ce que se sont employés à faire, devant 600 personnes, les objecteurs de croissance, antiproductivistes et autres écologistes, comme Philippe Corcuff pour le NPA. Bonne fréquentation de la table de presse NPA, même si les notions antiproductivistes et décroissantes exprimées dans nos textes fondateurs se sont révélées méconnues du public... Beaucoup de travail de communication en perspective! Raoul Jennar (tête de liste du NPA aux européennes pour la région Sud-Est) est venu soutenir cette manifestation. Au cours de sa conférence de presse, il a développé l'alternative écosocialiste que nous proposons: une société qui se fonde sur la planification démocratique et la satisfaction écologique des besoins sociaux.



EUROPÉENNES

SUITE DE LA PAGE 1

Avec la complicité des parlementaires socialistes, qui auraient pu s'y opposer et imposer un nouveau référendum, Nicolas Sarkozy a réussi à faire passer le traité de Lisbonne, véritable resucée du TCE, par un vote du Parlement. On fait semblant de consulter les électeurs et, lorsque leur réponse ne convient pas, on passe outre! Comment s'étonner ensuite de la désaffection populaire?

Alors que le mécontentement – voire l'exaspération – du monde du travail s'exprime à travers mobilisations, manifestations et conflits sociaux, le PS présente le vote en faveur de ses listes comme «le débouché politique» et une étape de la reconquête dans la perspective de l'élection présidentielle de... 2012. Au fond, si les dirigeants socialistes ont repris le chemin des rassemblements et des défilés, c'est qu'ils considèrent que le développement du mouvement social constitue un terreau favorable pour la seule chose vraiment importante: le vote PS lors des différentes élections.

Disons-le tout net: l'approche du NPA est radicalement différente! Pour les anticapitalistes, le mouvement social n'est pas d'abord un levier pour les élections, mais surtout le moyen réel de la transformation de la société. Dans cette perspective, les élections peuvent constituer un haut-parleur des luttes et des mobilisations. Faire entendre, en France et en Europe, les voix des Caterpillar, des Molex, des Continental, des chercheurs, des électriciens et des gaziers, des personnels de santé et de bien d'autres secteurs du monde du travail en lutte, voilà le défi majeur de la campagne du NPA dans les sept circonscriptions de France métropolitaine. Les listes du NPA sont composées et conduites par des hommes et des femmes qui appartiennent au monde du travail et se situent au cœur des résistances (lire pages centrales). Cette campagne va permettre de proposer des mesures anticapitalistes, véritables réponses à la crise économique et sociale, car elles n'hésitent pas à s'attaquer au système capitaliste lui-même. Notre campagne fera le lien entre les politiques menées en France par le gouvernement et le Medef, celles conduites dans les pays voisins et les conceptions qui président depuis des décennies à la construction de l'Union européenne capitaliste. Alors, oui: recueillis sur ces bases-là, tous les suffrages qui se porteront sur les listes du NPA constitueront autant d'encouragements aux luttes sociales!

François Coustal



(BABA)

ENTREPRISES ACTIONNAIRES CHOYÉS, SALARIÉS VIRÉS...

L'affaire de la Société générale et la publication des dividendes versés aux actionnaires du CAC40, au moment où sont annoncés 63 400 chômeurs de plus en mars, illustrent la politique des classes dirigeantes: faire payer à la population la crise dont elles sont responsables.

L Le nombre de chômeurs a augmenté, en mars, de 63 400, après 79 900 en février et 90 200 en janvier. Ce sont près de 2,5 millions de personnes qui sont désormais comptabilisées officiellement dans la catégorie A sans que soient encore pris en compte dans ces statistiques les plans de licenciements qui ont été annoncés en rafales ces dernières semaines (Sony, Caterpillar, Molex, Altis, Continental, Fulmen-Exide)... Ce sont des milliers de vies qui sont brisées, des régions entières dévastées. Mais voilà qu'au moment où sont publiés ces chiffres qui expriment la catastrophe sociale, éclate une nouvelle affaire à la Société générale, révélée par le journal Libération. La banque accuserait des pertes de 5 à 10 milliards d'euros, résultat de spéculations hasardeuses.

La Société générale avait été la première banque française à annoncer des pertes colossales en janvier 2008, de l'ordre de 7 milliards d'euros, dont elle avait fait porter le chapeau à l'un de ses traders, Jérôme Kiervel, accusé d'avoir perdu près de 5 milliards. Puis, alors que les banques avaient commencé à révéler leurs pertes dans la crise des subprimes, à l'automne 2008, son PDG, Daniel Bouton, avait fait scandale en réalisant une plus-value de 1,3 million d'euros grâce à ses stock-options. Sarkozy, dans une de ses envolées hypocrites contre les bonus des patrons, n'avait pas manqué de le montrer du doigt. Mais ces frasques financières n'ont pas empêché l'Etat de verser récemment à la banque 1,7 milliard d'euros d'aides. Deux jours après les révélations de Libération, Daniel Bouton démissionnait. Il a eu le culot de se poser en victime, mais n'a

pas manqué de s'assurer une retraite à vie de 730 000 euros par an, 58% de sa rémunération de 2007 (1,25 million d'euros). Au gouvernement, personne n'y a trouvé à redire. Et pour cause, Sarkozy et ses ministres sont entièrement dévoués aux intérêts de ce monde des patrons qui s'octroient des salaires mirobolants, de cette minorité privilégiée qui décide du sort de millions d'hommes et de femmes. Cette même semaine, on connaissait le montant des dividendes versés pour l'année 2008 aux actionnaires des grosses entreprises cotées à la Bourse de Paris: 35,5 milliards d'euros, un tout petit peu moins que ceux versés en 2007 (37,8 milliards), alors qu'on ne parlait pas encore en France de la crise financière et économique. En 2008, les bénéfices du CAC 40 ont baissé par rapport à ceux de l'année précédente (58,41 milliards d'euros contre près de 100 milliards en

2007), mais la proportion de ces profits versée aux actionnaires a augmenté, passant de 44% à environ 60%. Ces quelques faits illustrent la politique des classes dirigeantes. Leur seule préoccupation est de faire payer une crise dont elles sont entièrement responsables aux couches populaires, à tous ceux qui ne peuvent vivre que de leur travail. Cela devient l'évidence pour une majorité. Il n'y a pas d'autre issue que se préparer à contester frontalement cette politique destructrice, autour d'un plan d'urgence qui réponde aux besoins de la population – l'interdiction des licenciements, le partage du travail existant entre tous, sans perte de salaire, la garantie d'un revenu décent, au minimum 1 500 euros net.

Galia Trépère



Montreuil, le 2 avril. Meeting du NPA. (JMB)

CELA ne sera sans doute pas une surprise pour vous : les têtes de liste du NPA aux élections européennes sont comme des poissons dans l'eau dans les mobilisations actuelles. Ils luttent contre cette politique qui envoie l'humanité et la planète dans le mur, contre les licenciements, pour les services publics et notamment l'éducation et la santé, en défense de l'environnement, pour les droits des femmes, des immigrés (notamment des sans-papiers). En cela, il n'y a pas, pour le NPA, de déconnexion entre la situation sociale actuelle et la campagne électorale : il faut que les mobilisations s'invitent dans la campagne et qu'elles y soient dignement représentées. C'est cet objectif qui a guidé la constitution des listes du NPA pour les élections européennes du 7 juin prochain.

Militantes et militants syndicaux, associatifs, les candidates et candidats ont aussi fait le choix d'un engagement politique, prêts à porter la nécessité d'une alternative globale que seules les mobilisations peuvent imposer, et qui s'incarne pour cette échéance dans le plan de sauvegarde des intérêts de la population que défend le NPA. Ce plan anticrise articule l'ensemble de nos propositions, posant la nécessité de la rupture avec ce système, de la répartition des richesses sous le contrôle de la population, de l'interdiction des licenciements, de choix radicalement écologiques et démocratiques, pour l'égalité des droits, pour la solidarité avec les peuples du monde entier.

POUR UN ANTICAPITALISME



CHRISTIAN NGUYEN est né le 1^{er} mai 1968 – ça ne s'invente pas – à Courbevoie (Hauts-de-Seine). A la fin des années 1980, il commence à militer dans les Yvelines aux côtés des «sans» (sans-papiers, sans-logement, sans-travail), contre le nucléaire et contre le Front national. Cette dernière lutte lui vaut une comparution au tribunal à la suite d'une plainte de Jean-Marie Le Pen, après les échauffourées à Mantes-la-Jolie lors des législatives de 1997. L'issue du procès entraîne la suppression du DPS (service d'ordre du FN), la scission de Mégret et une peine d'inéligibilité pour Le Pen. Convaincu qu'il est nécessaire de «prendre parti pour globaliser nos luttes individuelles», Christian rejoint la LCR en 1997. En décembre 2007, il s'engage dans la construction du NPA dans le Limousin, et plus particulièrement en Creuse, où il habite depuis dix ans. Christian travaille comme enseignant à la mission générale d'insertion à Guéret (élèves de plus de 16 ans, sortis du système scolaire, sans diplôme ou qualification). En 2005, il participe à la création de la Convergence des collectifs de défense et de développement des services publics, œuvrant à l'unité des luttes des services publics et des citoyens, qui regroupe associations, syndicats et partis politiques. *«Il est grand temps, au XXI^e siècle, que les services publics deviennent des outils de répartition des richesses qui protègent du marché les biens communs utiles à l'ensemble de la population, tout en respectant l'environnement.»*

Docteur en science politique, diplômé des universités belge et française, **RAOUL JENNAIR** est à la fois chercheur et militant altermondialiste : en 2001 (Doha), 2003 (Cancun) et 2005 (Hongkong), il est observateur aux conférences de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ; en 2002 (Florence), 2003 (Paris), 2004 (Londres) et 2006 (Athènes), il participe au Forum social européen ; en 2003, il organise, en février, la manifestation de Bruxelles contre l'accord général sur le commerce des services (AGCS) ; en août 2003, il est l'un des principaux intervenants lors du grand rassemblement du Larzac. C'est également l'un des animateurs des campagnes contre le brevetage du vivant et pour l'accès aux médicaments essentiels. Ses recherches et son parcours militant lui ont permis d'écrire plusieurs ouvrages, dont *Europe, la trahison des élites* et *Quelle Europe après le «non»?* En 2005, Raoul Jennair participe pleinement à la campagne pour le «non» au traité constitutionnel européen et il anime plus de 130 réunions publiques. Après avoir été l'un des porte-parole de José Bové pour la campagne présidentielle de 2007, Raoul Jennair, convaincu de la double centralité de la question sociale et de la question écologique, rejoint le processus de création du NPA en février 2008. Fidèle aux idéaux des Lumières et de Mai 68, il se réclame à la fois de Jaurès et de Rosa Luxemburg.

CHRISTINE POUPIN commence à militer à Nantes, au milieu des années 1970, au lycée puis à l'université, dans les grèves générales contre les «réformes» successives. Dans ces années, elle rejoint le mouvement des femmes, pour le droit à l'avortement, puis contre le viol et les violences conjugales. Elle est toujours militante du Collectif national pour les droits des femmes. Elle s'engage aussi contre le nucléaire. Arrivée à Rouen en 1989, elle est embauchée à l'usine Grande Paroisse trois ans plus tard et devient militante à la CGT. Elle s'investit au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), dont elle devient la secrétaire. Lors de l'explosion de l'usine jumelle, à Toulouse, le 21 septembre 2001, elle se bat pour la solidarité entre les victimes de l'intérieur et celles de l'extérieur, toutes frappées par le capitalisme. Christine Poupin est particulièrement investie dans les questions de santé au travail, contre les accidents du travail, qui tuent deux salariés par jour, les maladies professionnelles, qui tuent plus lentement mais plus massivement encore, mais aussi l'usure, la souffrance... Entrée à la LCR en 1980, Christine Poupin lie intimement, dans son combat, le socialisme et l'écologie. Elle est élue conseillère municipale, en mars 2008, à Sotteville-lès-Rouen, sur une liste d'opposition de gauche à la municipalité PS-PCF, «Sotteville à gauche vraiment», regroupant la LCR, Les Alternatifs, les militants syndicaux et associatifs (14,6%, deux élus).

OMAR SLAOUTI a commencé à militer dans les années 1980, au moment où il était au programme la sélection pour l'entrée à l'université, période pour lui dominée par les mouvements de contestation et de révolte (meurtre de Malik Oussekine, de policiers) de Pasqua-Pandolfi. Il reste l'illustration. Issu des quartiers populaires, il a été confronté aux discriminations sociales. Cela l'a amené à rejoindre un mouvement qu'elle luttait pour la répartition des richesses, une autre forme de discrimination ; ensuite, il a rejoint un autre projet de société, qualifié de socialisme nécessairement internationaliste. Son militantisme s'ancrait dans les quartiers populaires le plus loin possible. Omar Slaouti a été enclavé dans la dalle d'Argenteuil, dans les quartiers populaires. Pour lui, tous les problèmes sociaux, en France, ne sont en rien des désertiques. Son militantisme passe par la participation à des débats, en lutte aussi bien pour la culture que pour la défense du cinéma d'art et d'essai, pour un service public d'éducation et de formation, pour des soins, que pour la solidarité internationale, notamment, et le socialisme et sans-papiers.



NPA-EUROPEENNES2009.ORG

EUROPE CAPITALISTE



MEETING NATIONAL AVEC CHRISTIAN NGUYEN, RAOUL JENNAI, CHRISTINE POUPIN, OMAR SLAOUTI, LAURENCE DE BOUARD, MYRIAM MARTIN, YVAN ZIMMERMANN ET OLIVIER BESANCENOT, jeudi 4 juin, 20h, espace Paris-Est (128, rue de Paris, Montreuil, M° Robespierre).



MEETINGS AVEC OLIVIER BESANCENOT

VÉNISSIEUX, lundi 11 mai, 20h, salle Irène-Joliot-Curie (68, boulevard Joliot-Curie).

BORDEAUX, mercredi 20 mai, 20h, espace Médoquine (224-226, cours du Maréchal-Galliéni, Talence).

LILLE, vendredi 22 mai, 19h, Grand Palais.

NANCY, lundi 25 mai, 20h 30, Palais des congrès.

NANTES, mardi 26 mai, 20h 30, La Trocardière (Rezé).

GUÉRET, mercredi 27 mai, 20h 30, salle de la mairie.

MARSEILLE, vendredi 29 mai, 20h 30, Dock des Suds (12, rue Urbain-V).

BASTIA, samedi 30 mai, 19h, L'Arinella (sous chapiteau, quartier sud), à confirmer.

TOULOUSE, mardi 2 juin, 20h 30, hall 1 (Parc des expositions).

ROUEN, mercredi 3 juin, 20h 30, Parc expo.

ncé à militer au milieu des
a «réforme» Devaquet met-
sociale et la casse de l'uni-
minée par la répression des
des jeunes et le racisme. Le
par les voltigeurs (bataillon
aud, en décembre 1986, en

, Omar Slaouti a vite été
racistes et aux injustices
indire la LCR, d'abord parce
n des richesses et contre toute
te, parce qu'elle défendait un
aujourd'hui d'écologiste,
e. Mais aussi parce que cette
luttés, où l'unité était poussée
outi enseigne dans un lycée
uil (Val d'Oise) et milite dans
lui, ceux-ci, qui concentrent
plus des discriminations ra-
ts politiques.

participation à des cadres uni-
l'éducation populaire, la dé-
dans les quartiers populaires,
ationale à la hauteur des be-
internationale, avec le peuple
outien aux «sans», sans-logis

A 40 ans, **LAURENCE DE BOUARD** est cadre de santé aux urgences du centre hospitalier de Carhaix (Finistère). Elle fut l'une des animatrices de la lutte de la ville pour son hôpital, afin d'en préserver le service de chirurgie et la maternité. Même si elle participa, en 1986, aux manifestations contre la loi Devaquet, c'est le combat de Carhaix qui l'a fait s'engager, «à fond», tant dans le syndicalisme qu'au sein du NPA, en septembre 2008.

A rebours de la société capitaliste actuelle et de l'Union européenne telle qu'elle s'est construite depuis l'origine (où «la concurrence libre et non faussée» transforme tout en marchandise, y compris la santé), Laurence de Bouard place l'humain au centre de ses convictions. Elle refuse la langue de bois et participe à inventer de nouvelles formes de contestation et de résistance, alliant la détermination et l'humour, la conviction et la tendresse...

Très attachée à la défense de l'hôpital public, elle s'investit au maximum contre la loi Bachelot (qui consacre l'«hôpital entreprise») et elle milite ardemment pour le maintien des hôpitaux et des services publics de proximité. Laurence de Bouard veut être le porte-voix des mouvements secourant les secteurs de la santé en France et en Europe. Parce qu'elle a cette conviction ancrée en elle, aux plans politique et professionnel, elle compte défendre, en lien avec les mouvements de lutte, un service public de santé de qualité, accessible à tous et partout en Europe.

Ayant grandi au sein d'une famille communiste marquée par la guerre d'Espagne et la Résistance, **MYRIAM MARTIN** rejoint les JCR en 1987, peu après la grande lutte étudiante contre le projet Devaquet. Elle est alors de tous les combats au sein de la fac: mobilisations pour les moyens, contre les attaques libérales, pour la solidarité avec les peuples opprimés (Kanaky, Palestine), pour les sans-papiers, contre le FN... En 1989, à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution sandiniste, elle participe à une brigade de solidarité au Nicaragua. Elle découvre les avancées d'une révolution en marche et les difficultés posées par l'impérialisme américain. Entre-temps, elle a rejoint la LCR. Mais son militantisme ne s'arrête pas là. Devenue professeur de lycée professionnel en 1995, année de la grande grève victorieuse contre le plan Juppé, elle rejoint la CGT-Education, dont elle est toujours membre. Elle y occupera des responsabilités, tant au niveau académique que national.

Dans son lycée, elle représente la CGT et lutte sur tous les fronts: contre la casse du service public d'éducation, contre la loi Fillon et le CPE... Ces dernières années, elle mène, avec ses collègues, la lutte pour la régularisation de plusieurs élèves sans papiers. Marraine d'une famille, Myriam vient d'être sanctionnée par la préfecture pour s'être opposée à l'expulsion d'un père de famille. Membre de la direction nationale de la LCR depuis 2003, Myriam a activement participé au processus de création du NPA.

Après avoir été ouvrier sur les chaînes de l'usine Peugeot-Mulhouse (atelier peinture) à plein temps pendant douze ans, **YVAN ZIMMERMANN** est à mi-temps depuis un an, l'autre moitié de son temps de travail étant consacrée au métier d'artisan élagueur. Militant syndical et révolutionnaire, sur un terrain lutte de classe depuis un certain nombre d'années, il a choisi de participer à la construction du NPA, parce que l'appel d'Olivier Besancenot répondait à l'attente de beaucoup d'ouvriers et de militants venus d'horizons politiques et syndicaux différents. Il a donc rejoint le NPA avec un certain nombre d'entre eux.

Les ouvriers trouvent leur légitimité dans le combat contre les humiliations du quotidien, dans le cadre syndical le plus souvent, mais surtout en allant jusqu'au bout, c'est-à-dire la fin de l'exploitation capitaliste. Yvan Zimmermann a accepté d'être candidat pour tous ses camarades qui, à l'usine ou partout ailleurs, luttent au quotidien, mais aussi pour ceux qui souffrent jusqu'au suicide. Il souhaite faire de ces élections la tribune de ceux dont on brise les vies en silence dans les usines, les quartiers populaires ou les pays pauvres. Il souhaite porter à la face des puissants toute la colère, l'intelligence et la dignité de ceux qu'ils jettent aujourd'hui à la rue, contribuer ainsi à l'unification de tous les combats actuels qui restent trop dispersés et aider le monde du travail à l'emporter sur celui de l'argent, pour débarrasser enfin ce monde du capitalisme.



CE



QUEST



**SUD
QUEST**



EST

ÉTATS-UNIS

SUITE DE LA PAGE 1

Faillite, le mot résonne cruellement pour une famille surendettée, mais ce qui se passe pour Chrysler et General Motors n'a rien à voir. Ils cherchent des «mécanismes de protection» pour renégocier toutes leurs dettes et contrats vis à vis des fournisseurs, des créanciers et des salariés. Le véritable bras de fer en cours a pour but la révision à la baisse des salaires, de l'emploi, des retraites et de la couverture sociale des travailleurs.

L'administration Obama fait pression et conditionne de nouvelles aides publiques à la mise en œuvre de mesures encore plus rigoureuses. Après avoir refusé une première copie de GM, elle a jugé comme «allant dans la bonne voie» la seconde, remise le 29 avril. Il faut dire que treize fermetures d'usines sont maintenant prévues, 20000 suppressions d'emploi les deux prochaines années et la réduction des droits à la santé et à la retraite.

Le syndicat des travailleurs de l'automobile, UAW, contrôle le fonds de pension gérant couverture santé et retraite des ouvriers. GM doit plusieurs dizaines de milliards de dollars à ce fonds et UAW accepterait d'échanger dix milliards contre des actions GM devenues des chiffons de papier. C'est par ce «deal» que UAW deviendrait l'un des principaux actionnaires.

Il n'est pas encore acquis que les créanciers acceptent les montages proposés car ils sont plus âpres au gain que ne l'est l'UAW à défendre l'intérêt des ouvriers. Il est toutefois probable que le nouveau GM sera détenu à plus de 50% par des fonds publics, bien utiles en l'occurrence pour éponger les pertes des actionnaires. Voilà la preuve de l'incapacité des capitalistes à préparer l'avenir avec les seules ressources du marché. Les mesures Obama, même ripolinées en vert, font payer la crise aux travailleurs et ne répondent pas aux besoins et urgences de la situation.

En Europe, la déconfiture de GM a des conséquences directes sur le sort des filiales Opel et Saab qui sont à céder pour des dollars symboliques. Fiat, le constructeur européen le plus spécialisé dans les petites voitures, négocie aujourd'hui le rachat d'Opel et un mariage avec Chrysler, tout cela sans dépenser un dollar. Coup de bourse, tentative d'étendre la dimension du groupe ou bien premières étapes de restructurations mondialisées plus amples, l'avenir le dira. Pendant et à cause de la crise, le casino des affaires continue avec fermetures d'usines et suppressions d'emplois. Jusqu'au moment où les travailleurs seront suffisamment rassemblés pour ne plus en payer les frais.

Jean-Claude Bernard



Dearborn (Michigan), le 24 avril. Concessionnaire General Motors (REUTERS/REBECCA COOK).



Salariés des impôts fonciers en grève (HOSSAM EL-HAMALAWY).

ÉGYPTÉ NAISSANCE D'UN SYNDICAT INDÉPENDANT

Le 21 avril, le Syndicat indépendant des employés des impôts fonciers (Ureta) a été officiellement créé. Une première, depuis 1958, qui se place dans le cadre de la montée des luttes en Égypte ces dernières années.

L'Égypte est un pays clé du Moyen-Orient pour deux raisons contradictoires. D'un côté, le président, Hosni Moubarak, est un grand allié des Etats-Unis et d'Israël mais, de l'autre, il a face à lui une classe ouvrière massive capable de le renverser et donc de changer la donne pour toute la région, notamment la Palestine. Le pouvoir dictatorial est mis à mal de tous côtés. Le peuple n'a pas supporté la collaboration militaire et économique de Moubarak avec l'offensive israélienne de Gaza, notamment la fermeture du poste frontière de Rafah. A ce mécontentement s'ajoute une crise institutionnelle, dont le point culminant est la succession préparée du fils, Gamal Moubarak, encore plus néolibéral que son père. En plus l'opposition incon-

turnable des Frères musulmans, un front politique, nommé Kefaya (Assez!), s'est constitué depuis 2004 contre l'état d'urgence et pour la démocratie.

Mais le changement qualitatif dans l'opposition au pouvoir c'est la montée des luttes sociales avec des protestations massives sans précédent.

En 2006 s'est déclenchée la première grève dans la plus grande usine du pays, située au centre textile de Mahalla-al-Kubra, en Basse-Egypte. La victoire qui a suivi a été un signe fort de la faiblesse de l'Etat. Cette nouvelle donne a entraîné une vague de manifestations, grèves et sit-in dans un pays où toute forme de protestation est violemment réprimée. Cette colère sociale a culminé, le 6 avril 2008, avec la grève générale appelée par toutes les forces en lutte.

Inspirés par la victoire des travailleurs de Mahalla, les employés des impôts fonciers enclenchèrent une grève de trois mois. Ils organisèrent ensuite un sit-in, en décembre 2007, devant le siège du ministère des Finances au Caire. Au bout de onze jours, ils obtinrent 325% d'augmentation, l'égalité salariale, le paiement des jours de grève, et deux mois offerts! Durant la grève, ils se sont heurtés, tout comme à Mahalla, à l'hostilité des syndicats affiliés au pouvoir.

L'expérience de la lutte a rendu nécessaire l'organisation d'une structure qui défende les intérêts des travailleurs.

L'Ureta existait dès décembre 2007 mais son officialisation n'a pas été simple. Elle a été arrachée,

le 21 avril, auprès du ministère du Travail, grâce à une manifestation organisée devant leurs bureaux. On dénombre 30000 signataires de la pétition sur un total de 50000 employés environ. Un pas important et durable a été franchi pour les mobilisations futures.

Nous félicitons les camarades de l'Ureta, leur adressons notre soutien, et leur souhaitons de bonnes luttes. C'est une nouvelle à diffuser autour de nous et des organisations syndicales. Des messages de soutien peuvent être envoyés à : <http://ctuws.jeeran.com>.

Sellouma



et aussi

1^{ER} MAI À ATHÈNES. Alors que la situation sociale exigeait une réponse déterminée, la bureaucratie syndicale de la confédération Gsee (Pasok, droite, Synaspismos) a refait le coup du 10 décembre : pas de manifestation ce 1^{er} mai, prétendument par peur d'incidents, et seulement un rassemblement-concert, pendant que le KKE (PC grec), comme toujours, se rassemblait à part! Tout était fait donc pour démobiliser. Pour donner une réponse à la hauteur, la gauche anticapitaliste a donc appelé à une vraie manifestation. A son point de départ, lieu habituel pour les manifestations du 1^{er} Mai, des groupes radicaux de Syriza (DEA, Xekinima...) malheureusement vite partis rejoindre Syriza et la Gsee, mais surtout un très gros bloc fait de syndicats de lutte et du regroupement Antarsya. Si cette manifestation combative est un gros succès (4000 personnes), l'urgence est au «tous ensemble» pour des luttes déterminées : entre le KKE (5500), la Gsee et Syriza (3500) et un autre cortège avec pas mal de jeunes précaires (1500), on mesure le gâchis de la dispersion! A noter, cette semaine, la réussite d'un concert de solidarité à l'appel de l'Initiative

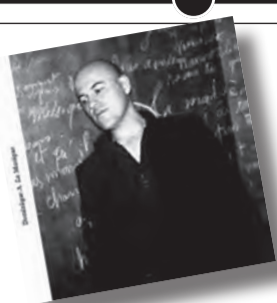
féministe de solidarité avec la syndicaliste immigrée Kostantina Kouneva, agressée au vitriol le 22 décembre dernier.

TAPIS ROUGE POUR L'EXTRÊME DROITE ISRAËLIENNE. Bernard Kouchner et Claude Guéant ont reçu Avigdor Lieberman. L'actuel ministre israélien des Affaires étrangères est un raciste notoire, partisan de la violence la plus extrême contre les Palestiniens. En 2006, il déclarait : «Lorsqu'il y a contradiction entre les valeurs démocratiques et les valeurs juives, les valeurs juives et sionistes sont prépondérantes.» Aujourd'hui, il propose de déchoir de leur nationalité les citoyens palestiniens d'Israël. Lors des récents massacres de Gaza, il estimait qu'Israël «devait continuer de combattre contre le Hamas, de la même manière que les Etats-Unis l'ont fait contre les Japonais durant la Seconde Guerre mondiale». Le NPA a participé au rassemblement unitaire devant le ministère des Affaires étrangères pour protester contre la réception d'un tel personnage par le gouvernement français.

CRISE POLITIQUE AU NÉPAL. Elle s'est ouverte avec la démission du Premier ministre, par ailleurs principal dirigeant du Parti communiste népalais-maoïste (PCN-M). Après une dizaine d'années de guerre civile, un processus de paix avait permis l'élection d'une Assemblée constituante – au sein de laquelle le PCN-M représente un tiers des députés –, ainsi que l'abolition de la monarchie. L'accord de paix prévoyait que les combattants de l'Armée populaire de libération, la guérilla animée par le PCN-M, seraient réinsérés dans la vie civile ou intégrés à l'armée népalaise. La mauvaise volonté, voire le refus, de l'armée népalaise de mettre réellement en œuvre cette dernière disposition a provoqué la tentative de limogeage son chef d'état-major par le Premier ministre maoïste. Décision désavouée par le président de la République (membre du Parti du congrès), ce qui a provoqué la démission du Premier ministre et l'appel du PCN-M à des manifestations de rue.



BD
CLANDESTINE/Virginie Cady, Marc-Renier/ FUTUROPOLIS/23 EUROS
 Ce bel album est l'histoire de Virginie Cady, celle d'une petite fille née dans les années 1970, de père inconnu. Sa mère, âgée de 18 ans, ne veut pas la garder, mais l'avortement est encore interdit et la petite fille naît. Elle est alors élevée par sa grand-mère encore active et son arrière-grand-mère revêche, et constamment cachée. Elle découvre la vie à travers les questions, les silences, les non-dits qui découlent de la situation. L'intention de l'auteure n'est pas de se livrer à un « déballage de vie privée », mais bien de réaliser un « projet artistique et littéraire ». Jamais elle ne juge aucune des femmes de son « gynécée », mais elle sait décrire avec tendresse, humour et poésie les questions et les peurs qui passent par la tête d'un enfant de 4 ans confrontée à un lourd secret de famille, à la crainte de l'abandon ou de ne pas être aimée.
Sylvain Pattieu



MUSIQUE
LA MUSIQUE/Dominique A/ CINQ7
 Cette vieille nouvelle chanson française (Delerm et compagnie) peut vendre des camions de disques et transformer l'héritage des aînés en immense Star ac pour khâgneux, il demeure malgré tout des gens qui prennent encore la peine de composer et des risques dans leur travail. Dominique A continue, sans faire de vagues médiatiques, son bout de chemin, entre écriture soignée et recherche musicale, aux frontières de la pop et de la poésie. Son nouvel opus réussit encore à atteindre des sommets, porté par un titre magnifique, Immortels, originellement composé pour Bashung. Ironie de l'histoire ou passage de relais?
King Martov



BD
NEW YORK MI AMOR/Legrand, Tardi, Grange/ CASTERMAN/15 EUROS
 Cet album est une réédition de plusieurs récits parus entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, du temps où le mur de Berlin et les Twin Towers existaient encore. Tardi décrit la ville avec affection, mais sans complaisance, avec son dessin si particulier et si fort en noir et blanc. Benjamin Legrand, qui signe les scénarios avec Dominique Grange, rappelle ce qu'étaient leurs objectifs à l'époque: « On parle toujours de la même chose, de l'écrasement de l'individu par l'idéologie, de l'obscurité des chiffres absurdes du manège commercial qui préside à la misère du monde, de l'arbitraire et de la peur, de la manipulation, des complots, de la connerie humaine. » Des thèmes développés à travers l'histoire d'un tueur de cafards, ou celle d'un sosie de John Lennon qui ne supporte plus la ressemblance. A (re)découvrir!
S. P.



MUSIQUE
VA VANGUER/Alan Peters RUN MUSIC
 « Tristes tropismes de l'exception culturelle française, sourde à ses talents divergents. » La remarque du journaliste Jacques Denis (magazine Vibrations) au sujet d'Alan Peters, chanteur maudit de La Réunion (décédé brutalement en 1995), sonne particulièrement juste au regard de l'actualité des DOM-TOM. Alan Peters, qui a su renouveler le maloya, cette musique porteuse de l'héritage africain longtemps interdite puis méprisée, en y ajoutant des tonalités psychédélices et folk (entre Zappa et Dylan), resta longtemps ignoré en « métropole ». Pas assez exotique, collant peu à une vision carte postale qui ensevelit l'essentiel sous des lieux communs pour touristes, son œuvre sort cependant progressivement de l'ombre, subtilement mise en valeur ici par un superbe coffret CD et DVD. L'art véritable est toujours résistance, sans avoir forcément besoin de le dire.
K. M.



www.babylonik.fr/
 « La musique ne sert pas qu'à abrutir la masse, elle peut également être le déclic pour prendre conscience du monde dans lequel on vit. » C'est une petite phrase qui résume bien l'association Babylonik, dont le but est de promouvoir les artistes de rap et de reggae, militant par le biais d'Internet, mais également par différentes manifestations musicales.

http://infopolitique.free.fr/
 Si vous n'avez pas le temps de surfer sur la Toile pendant des heures pour chercher l'actualité du jour, ce site est fait pour vous ! Les informations et l'actualité de la politique française sont relayées en continu sur le site infopolitique.free.fr. Vous n'avez plus qu'à sélectionner vos journaux préférés pour y lire l'actualité en ligne.

www.npa-europeennes2009.org
 « Partout en Europe, pas question de payer leur crise » : vous connaissez ? Pour tout savoir sur les listes que le NPA présente en vue des élections européennes du 7 juin prochain, ce site est incontournable. Outre une brève présentation des candidats et candidates, on y trouve des billets d'actualité, des vidéos, des photos... et, bien sûr, les propositions politiques du NPA. Pour chaque région, l'intégralité des dates des réunions publiques est également disponible.

LE SALAIRE DU ZAPPEUR



Vendredi 1^{er} mai, les JT firent une place bien éphémère à l'exaspération sociale exprimée avec force dans les défilés unitaires. France 3 ouvre le bal, à 12h30 : le présentateur, jouant à Madame Irma, affirme : « On attend 3 millions de personnes dans les rues. » D'où tient-il ce chiffre mirobolant ? Mystère et boule de gomme. Puis, sur fond de jeunes militants du NPA agrafant des affiches sur le parcours de la manifestation parisienne, apparaît, en duplex, Jean-Claude Mailly, le dirigeant de FO, qui a toujours une prochaine grève au fond de la poche. Mouchoir par dessus. Même chaîne, 19h30 : « Moins de monde que prévu. » Deux interviews. Bernard Thibault répète que « la CGT veillera à maintenir l'unité syndicale » et que « les huit syndicats sauront donner des suites » à la mobilisation du jour. Apparaît alors Brice Hortefeux, le chasseur d'immigrés devenu ministre du Travail, qui assure que « le gouvernement est aux côtés des inquiétudes exprimées ». Il admet que la mobilisation était forte mais « avec des Tamouls et des Kurdes » (dixit). France 2 fit du France 3 avec quelques images d'Olivier Besancenot au sein de la manifestation du LKP en Guadeloupe. TF1 s'est distinguée : la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, était la seule invitée du JT de Claire Chazal, avec visite guidée des entrepôts de Tamiflu et tournée des hôpitaux pour « deux cas avérés et un suspect » de grippe H1N1. Les défilés du 1^{er} Mai furent expédiés, à 20h20, avec le sempiternel « moins de monde que prévu ». Fermez le ban. Lauréate au nombre de pixels : la délégation de la direction du PS, absente de tous les défilés du 1^{er} Mai depuis 2002. Le match Martine-Ségolène pouvait occuper les écrans, puisque cette dernière était finalement restée paresser devant les caméras à Niort. Alors que Martine Aubry proclamait *urbi et orbi* sa foi sociale retrouvée sur toutes les antennes, le téléfilm de France 2 sur Bérégofoy et sa fin tragique rappela, le soir même, l'affairisme de nombreux caciques « socialistes » durant la période mitterrandiste...
Jean-Robert Velveth

« CAMPAGNE » CONTRE L'EXTRÊME GAUCHE
 MÉDIAS POLICIERS, POLICE MÉDIATIQUE

Les conflits sociaux actuels, notamment les occupations d'entreprises et les séquestrations, donnent à voir la prise de parti des grands médias en faveur de la classe dominante, laissant notamment entendre que les travailleurs sont incapables de s'organiser eux-mêmes.

Dans *Le Figaro*, un article du 23 avril s'interroge : « Qui se cache derrière les meneurs des grèves et les salariés qui séquestrent les patrons ? [...] Sont-ils instrumentalisés pour engendrer le chaos ? Nombre d'observateurs [lesquels ?] estiment que ces débordements [...] portent la signature de l'extrême gauche. » Citant des témoins au-dessus de tout soupçon (ex-RG, commissaires de police, conseiller du Medef guadeloupéen), on apprend notamment qu'« il est difficile d'apporter la preuve irréfutable que des organisations subversives sont à l'origine du durcissement des mouvements engagés. Mais ce qui est certain, c'est que des agitateurs de tout poil tentent de profiter du climat et s'activent en coulisse, dans les milieux de la gauche trotskyste notamment ».

Mais, contrairement à une idée répandue, cette vision policière ne s'arrête pas aux journaux ouvertement du côté de la bourgeoisie. Dans une émission subtilement intitulée « Patrons, un métier à risque » et diffusée sur le service public (« Ripostes », France 5, le 26 avril), Serge Moati s'adresse à un patron imprimeur pour lui demander : « Est-ce que vous pensez qu'il y a quelqu'un derrière [les séquestrations] ? Est-ce qu'il y a de la manipulation ? Oui ou non ? » Le dirigeant évoquant la LCR et affirmant que ces « manipulateurs livrent des palettes de bière aux employés [...] pour alimenter l'insurrection », Moati s'alarme : « Vous avez vu des trotskystes ? [...] Je vous crois, mais en même temps c'est énorme ce que vous dites. »

De même sur iTélé, le 22 avril, Nicolas Demorand ouvre un débat sur la « radicalisation des conflits sociaux » par un interrogatoire policier d'Arlette Laguiller : « Rumeurs ou

informations, je vous demande justement de les confirmer ou de les infirmer, qui voudraient qu'à Continental le délégué CGT soit membre également de LO ? Est-ce vrai, est-ce faux ? » Puis : « Juste d'un mot, Arlette Laguiller, pour établir les faits, est-ce que dès lors que vous avez des sympathisants ou des militants de LO sur place, est-ce qu'il y a des consignes de LO pour orienter le mouvement de telle ou telle manière ? Est-ce que LO a dit : "la préfecture est une cible symbolique" ? »

Plutôt que de s'interroger sur les racines et les raisons de la colère sociale qui monte dans le pays, les grands médias préfèrent ainsi chercher du côté de l'extrême gauche d'obscurs manipulateurs, responsables de la multiplication de ce qu'ils appellent des « actions violentes ». Les « valeurs » de neutralité et d'objectivité, derrière lesquelles s'abrite le journalisme officiel, ne constituent pas seulement un vœu pieux. Il s'agit bel et bien d'une esbroufe idéologique permettant de faire oublier la fonction conservatrice que remplissent les médias dans la société capitaliste.

Léo Carvalho et Julien Sergère





L'ARCHIPEL COMMUNISTE, UNE HISTOIRE ÉLECTORALE DU PCF ROGER MARTELLI

LA DISPUTE-EDITIONS SOCIALES, 268 PAGES, 20 EUROS.



l'essai



IL N'Y A PLUS d'électorat communiste.

Il y a des électeurs, mais plus d'électorat. Roger Martelli, historien et membre du comité central du Parti communiste français (PCF) raconte comment le vote d'extrême gauche, né de ce déclin dans les années 1990, s'inscrit dans la continuité de la Révolution française.

En novembre 1946, fort de son engagement dans la Résistance, le PCF, à son apogée, est le premier parti de France, avec 28,6% des suffrages exprimés. Mais un long déclin est en marche: le score du PCF tombe à 14,3% en 1958, 15,35% en 1981 (Union de la gauche), 6,8% en 1988. Le recul du nombre d'ouvriers - de 7,65 millions en 1975 à 6,15 millions un quart de siècle plus tard - ne suffit pas à expliquer le phénomène. Après avoir pendant une vingtaine d'années profité au PS, le déclin du PCF ouvre, dans les années 1990, un nouvel espace électoral pour l'extrême gauche.

Sociologiquement et géographiquement, l'extrême gauche s'installe dans les zones d'influence classiques du PCF. Depuis 2007, elle progresse dans tous les types de scrutin. Olivier Besancenot obtient ses meilleurs scores dans le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, la Seine-Maritime et les Ardennes ainsi que dans la Lorraine métallurgique, la Bretagne centrale et le Centre de la France. Sa carte électorale s'est greffée sur la vieille carte du PCF. Selon Martelli, les trois dernières décennies ont brisé le lien politique qui liait, dans les représentations comme dans les urnes, le phénomène communiste et le monde ouvrier.

Paralysée entre une orthodoxie condamnée par l'échec de l'URSS et une rénovation impossible, la direction du PCF gère un déclin inexorable. Les élections européennes de juin 2009 nous diront si, avec la création du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) et la crise mondiale du capitalisme, s'ouvre en France une nouvelle séquence politique.

Frédéric Gudéa

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL.: 01 49 28 52 44 FAX: 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

LES 100 JOURS D'OBAMA
TOUT CHANGER POUR NE RIEN CHANGER

Trois mois après son investiture, Barack Obama recueille encore dans les sondages 73% d'opinions favorables. Il trouve toujours de fervents supporters, même dans les secteurs les plus à gauche de la société américaine.



Evidemment, le départ de G. W. Bush, le fauteur de guerre, et de ses discours inspirés par les fondamentalistes catholiques, était réjouissant, ainsi que l'arrivée historique du premier président noir à la Maison Blanche. De même, les déclarations sur le retrait prochain des troupes US d'Irak, la fermeture annoncée de Guantanamo, la levée de mesures de restriction pour les familles cubaines, la volonté annoncée de lutter contre le changement climatique, la levée de restrictions de budget pour le droit à l'avortement... A l'évidence, le style, les déclarations rompent avec l'administration antérieure... Il est vrai qu'il était dur de faire pire! Chacun peut avoir la sensation d'une fenêtre qui s'ouvre, débarrassant des miasmes nauséabonds. Et pourtant, à y regarder de plus près, les travailleurs et les couches populaires américaines n'ont guère de raison d'espérer de réels changements. Ils devraient plutôt craindre de subir une politique toute dédiée aux grands groupes industriels et financiers dont ils subiront toutes les conséquences.

Le meilleur exemple est sûrement General Motors (GM). Michael Moore, réalisateur de nombreux brûlots réjouissants sur la société américaine et contre la guerre, vient de s'émerveiller qu'Obama ait osé pousser le PDG de l'entreprise, Rick Wagoner, à démissionner, à la suite de la banqueroute de sa société. C'est le côté jardin de la politique d'Obama, à condition de ne pas oublier que Wagoner s'en va avec 23 millions de dollars de parachute doré... Mais, parallèlement,

après avoir consenti à GM 15,4 milliards de dollars d'aide fédérale, le gouvernement est en train de mettre en place un plan de 21000 licenciements tout en imposant à l'UAW, le syndicat des travailleurs de l'automobile, de renflouer l'entreprise en plaçant les fonds d'assurance maladie en actions GM (lire page 8)! Exemple révélateur d'une politique où les fonds publics, et même ceux des salariés, servent, comme en Europe, à renflouer les entreprises en faisant payer le prix fort aux travailleurs.

«RENOUVEAU» DIPLOMATIQUE...

L'équipe d'Obama est d'ailleurs révélatrice de ce «changement sans changement». Robert Gates, ancien secrétaire à la Défense de Bush, a gardé ses fonctions. Tout un symbole! La publication du rapport sur l'utilisation de la torture par l'armée ne risque guère de l'entacher puisqu'Obama a déclaré que personne ne serait inquiété pour ces pratiques...

Concernant la politique étrangère, la musique change, mais les paroles sont souvent semblables. On comprend bien que, concernant Cuba ou l'Iran, des changements de ton vont s'opérer. Mais, par exemple, concernant Cuba, Obama s'est limité à lever des entraves mises par Bush en 2004 concernant les échanges des familles cubaines de Miami... rien sur le blocus qui étrangle l'île depuis des décennies.

Il n'est pas question de remettre en cause le bouclier de missiles nucléaires en Europe, malgré les grandes envolées sur le désarmement. Pendant ce temps, l'intervention en Afghanistan et les bombardements sur le Pakistan s'accroissent. Enfin, concernant Israël, la nomination d'Hillary Clinton aux Affaires étrangères est un gage donné à l'Etat sioniste: le soutien des Etats-Unis ne faiblira pas, même si Obama compte bien réparer les dégâts

de la politique Bush au Moyen-Orient. Des responsables politiques de gauche en France ont cru bon, ces derniers temps, d'opposer les plans économiques d'Obama à ceux de Sarkozy, donnant aux premiers des vertus progressistes.

BUDGETS SOCIAUX À LA BAISSÉ

N'oublions pas d'abord qu'Obama doit une partie de sa victoire face à Mac Cain, au soutien affirmé de Wall Street et de la presse financière, en fin de campagne, et que tous les responsables économiques de son cabinet (Larry Summers, conseiller économique; Timothy Geithner, secrétaire au Trésor) étaient directement impliqués dans les politiques économiques antérieures. Proches des milieux financiers de Wall Street, leurs nominations ont été saluées par Henry Paulson, le secrétaire du Trésor de Bush, comme étant en continuité avec sa politique. Et pour cause!

Les plans de relance de l'administration Obama, le budget et le plan Geithner visent, par divers mécanismes, à assécher les fonds toxiques, les racheter avec l'aide des investisseurs privés, mais surtout avec la garantie de l'Etat, et cela à une hauteur de plusieurs milliers de milliards de dollars.

Pendant ce temps, des dizaines de milliers de salariés se retrouvent au chômage chaque mois, 12,5 millions au total (fin mars), soit 8,1% de la population active. 80% des familles insolubles n'obtiendront aucune aide empêchant leur expulsion. Enfin, les allègements fiscaux prévus par le plan de 287 milliards d'allègements fiscaux profiteront essentiellement aux contribuables les plus fortunés. Obama lui-même annonce déjà que les déficits budgétaires (plus de 8% en 2009) auront pour conséquence une réduction des budgets sociaux dans les prochaines années...

Léon Crémioux

JE NE SAIS PAS SI ON SE SOUVIENDRA DES 100 PREMIERS JOURS D'OBAMA...

MAIS ON EST PAS PRÊT D'OUBLIER LES 2920 DE BUSH!



-FAUJOUR-

boîte à lettres



Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil



Le 1^{er} mai à... 1. Bordeaux (DR). 2. Lille (PHOTOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL). 3. Martigues (DR). 4. Lisièux (PHOTOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL). 5. Paris (PHOTOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL). 6. Toulouse (DR). 7. Angoulême (DR).



Compiègne SOLIDAIRE DES CONTI

« C'est la fête du travail et nous, on va perdre le nôtre. » Xavier Mathieu, délégué CGT de l'usine Continental, résume le malaise du bassin compiégnais. Très mobilisés depuis l'annonce de la fermeture de l'usine, les « Conti » étaient en tête d'un cortège du 1^{er} mai de 7000 personnes à Compiègne. D'autres boîtes menacées de fermeture étaient présentes : Sodimatex (Crépy-en-Valois), Lear Corporation (Lagny-le-Sec), Saint-Gobain (Thourotte), Poclair (Tracy), Inergy, CIE automotive... La liste des salariés en colère menacés de chômage dans ce secteur géographique est très longue, on annonce 12000 suppressions d'emplois d'ici deux ans. Plus que jamais, il est temps de faire converger les luttes. Le secteur public (hôpitaux, poste,

éducation) était aussi largement présent (FSU, CGT-éduc...).

L'après-midi, une fête de solidarité, organisée à Thiescourt, à vingt kilomètres au nord de Compiègne, a rassemblé 3000 personnes. L'intégralité des recettes était destinée aux « Conti ». Le maire de Thiescourt, Luc Redregoo (qui a donné sa signature à Olivier Besancenot en 2002) a expliqué ce geste par le fait que treize familles de son petit village sont touchées par la fermeture de l'entreprise. Dans l'Oise, des manifestations, auxquelles était présent le NPA, ont eu lieu également à Beauvais, Creil et Méru.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE



(JMB)

BESANCENOT EN GUADELOUPE. Un soleil radieux brille sur Petit-Canal (Guadeloupe, Grande-Terre) ce 1^{er} mai, à 8h30, alors qu'Olivier Besancenot arrive au départ du défilé unitaire, organisé par les syndicats guadeloupéens. Les organisations non syndicales du LKP ont été invitées à défilé et l'affluence est telle que les routes d'accès sont encore embouteillées quand le cortège s'ébranle, faisant mentir ceux qui prédisaient un essoufflement du mouvement. Olivier, après avoir rencontré les principaux leaders syndicaux, a défilé aux côtés de la Centrale des travailleurs unis (CTU) emmenée par Alex Lollia. Lors du rassemblement qui suivit, la foule a entonné le désormais célèbre « la Gwadeloup sé tannou ». Olivier s'est entretenu très cordialement avec Elie Domota, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) et a répondu aux questions des journalistes avant de quitter les lieux sous les encouragements à amplifier la lutte en France hexagonale.

ISLAMOPHOBIE À L'UNIVERSITÉ. Sabrina Trojet, doctorante à l'université Sabatier de Toulouse, a été licenciée, en février, pour « trouble à l'ordre public et atteinte à la liberté de conscience de ses collègues ». Le motif est que Sabrina porte le foulard et ne cache pas sa religion musulmane. Elle le porte depuis 2006 sans que cela ne crée aucun problème. En 2008, le CNRS a envoyé son « adjoint au fonctionnaire de Sécurité Défense » afin de licencier Sabrina pour l'exemple. L'intersyndicale de l'université (FSU, Sgen-CFDT, SNTRS-CGT, Solidaires, Aget-FSE, Unef) a voté une motion la soutenant « dans sa demande de rétablissement de ses droits de salariée et étudiante ». Sabrina serait-elle devenue une menace pour la « sécurité défense » ? Nous devons lutter contre toutes les discriminations liées au genre, à la couleur ou à la religion. Infos et pétition de soutien : www.soutien-sabrina.org

GSK EVREUX : GRÈVE AMÈRE. Le groupe pharmaceutique britannique GlaxoSmithKline (GSK) a décidé de supprimer des emplois en France, dont 798 à Evreux (Eure). La grève est repartie de la base pour une prime de licenciement de 80000 euros. Ils ont été plus de 200 à tenir cinq jours avec blocage, sauf pour l'antiviral Relenza contre la grippe, alors que la direction dénonçait une « prise en otage ». Une vingtaine de licenciements au plus serait annulée et rien n'a été obtenu sur la prime. Le plan de sauvegarde de l'emploi a reçu un avis négatif de tous les syndicats. Mais, à part la section CFDT, ils ont tous lâché la grève, qui a dû cesser sous la menace de 800 euros par heure d'entrave à l'encontre des quatre délégués CFDT. Devant le tribunal d'Evreux, lundi 4 mai, 150 ouvriers de GSK ont applaudi leur relaxe pour plainte irrecevable, la direction ne gagne pas sur tous les tableaux. Mais il n'en reste pas moins que, dès le 13 mai, les noms des licenciés tomberont.

LE CHIFFRE

63 millions

C'est ce qu'a perçu, en un an, le géant exportateur de volaille Doux, comme subventions de la politique agricole commune (PAC). Les 55 milliards distribués par la PAC représentent 40% du budget total de l'Union européenne. Comme prévu, les premiers bénéficiaires sont les grands groupes agroalimentaires (volailles, sucre). La PAC impose dans l'agriculture une logique productiviste de profit à tout prix, qui détruit l'agriculture paysanne en France et ruine les paysans du Sud par le dumping des exportations à l'aide de subventions, au bénéfice des agro-industriels et des grands exploitants.

LICENCIEMENTS BOURSIERS EN MOSELLE.

Après leur avoir fait miroiter un avenir radieux, le groupe de métallurgie Umicore (15500 salariés dans le monde) a annoncé 63 licenciements aux salariés de l'usine Umicore Automotive Catalysts, ex-Delphi, à Florange (Moselle). Cette usine fabrique des pots catalytiques pour automobile. Pourtant, le groupe se porte bien : son chiffre d'affaires est passé de 5,9 milliards d'euros en 2004 à 9,2 milliards d'euros en 2008. Les salariés jugent d'autant plus inacceptable le montant, proposé par la direction, des indemnités de licenciement de 8000 euros plus 300 euros par année d'ancienneté. Ils s'organisent avec les syndicats CGT et FO. Chaque semaine, une action symbolique accompagnée d'un débrayage d'une heure a été prévue en attendant la journée de grève du 27 mai 2009. Chez Umicore comme ailleurs, la solution c'est l'interdiction des licenciements !

MAIRIE DE TOULOUSE.

Contrairement à ses engagements de campagne, le maire Pierre Cohen et sa majorité municipale (PS, PCF, Verts, PG), maintiennent les animateurs des centres de loisirs dans le secteur privé. Pire, la mairie vient de lancer un appel d'offres où ces activités sont divisées en 17 lots, éclatant ainsi les salariés en de multiples contrats de travail. La situation, si la mairie persiste, sera donc pire que sous la droite. Les animateurs sont en grève depuis quinze jours et des négociations semblent s'ouvrir. Ils méritent tout notre soutien et nous resterons vigilants pour que la mairie de Toulouse ne transforme pas la victoire de la gauche en désastre. Ce dossier des animateurs est un test comme le sera celui, en cours d'étude, du retour de l'eau dans le service public.

NO COMMENT

“ Nous avons calculé à partir des précédentes crises que la récession contribuera à faire mourir au cours de leur première année 700 000 enfants africains par an.

SHANTAYANAN DEVARAJAN, ÉCONOMISTE
EN CHEF DE LA BANQUE MONDIALE
POUR L'AFRIQUE. ”

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Commission paritaire : en cours
Tirage : 9000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr